

## **5° Congrès Mondial - 5WEEC- Montréal 10-14 mai 2009**

### **Table ronde : Eduquer-agir-innover-mutualiser Le cas du «dispositif projets lauréats - Ecocitoyenneté des idées aux actes» financé par le Conseil de Région PACA et l'ADEME (France)**

Acceptation : #1857

*Niche thématique : L'école au sein de sa communauté*

*Numéro de table : R.e.17*

*Date : 12 mai 2009*

#### **Composition de la table ronde**

Pour le Conseil de Région PACA :

-Madame Annick Delhayé, Vice-présidente

\*\*

Pour les Laboratoires de recherche :

« Dispositif projets lauréats » représenté par :

-Françoise Bernard, Professeure - IRSIC-CREPCOM- Université de Provence

-Francine Boillot, Maître de Conférences, I3M, Université de Nice-Sophia Antipolis.

*Note : Le mouvement associatif était également représenté, cette présence a été coordonnée directement par le Conseil de Région.*

Les chercheurs ont conçu et présenté le projet (automne 2008), d'abord pour validation auprès du conseil de Région et de l'ADEME, puis pour acceptation auprès du Comité scientifique du Congrès. Ce projet ayant été accepté, le Conseil de Région a soutenu la présence de deux chercheurs du dispositif des projets lauréats : Madame Bernard, Madame Boillot. La délégation était conduite, pour le Conseil de Région PACA, par Madame Annick Delhayé, Vice-présidente.

#### **Bilan et synthèse de l'intervention des chercheurs :**

##### **Partie 1 : LE POINT SUR LES TENDANCES DES SEPT PROJETS LAUREATS**

par Francine Boillot, (Université de Nice- Sophia Antipolis)

##### **Partie 2 : LA RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE ET COOPERATIVE.**

*Eléments d'expérimentation, de bilans et perspectives,* par Françoise Bernard (Université de Provence)

## **Partie 1 : LE POINT SUR LES TENDANCES DES SEPT PROJETS LAUREATS**

par Francine Boillot, (Université de Nice- Sophia Antipolis)

L'analyse des sept recherches lauréates de l'appel à projet « Ecocitoyenneté » lancé par la région PACA Provence Alpes Côte d'Azur et l'ADEME, relève certaines tendances très intéressantes à souligner dans le paysage actuel du développement durable.

### **Les thématiques : un ancrage dans le territoire et son identité**

Si toutes les recherches traitent tout ou partie des thématiques environnementales sectorielles propres à l'écocitoyenneté (air, eau ,déchets, énergie, etc), certaines privilégient un milieu ou un thème particulier.

- 3 relèvent de la thématique maritime (la région PACA est bordée par la Méditerranée), même si celle-ci est aussi prise dans sa composante sectorielle (air, eau, déchets).
- 2 sont spécifiquement centrées sur la mobilité (la région est aussi une vaste conurbation littorale) et 1 sur l'écohabitat (car en lien avec un écogîte pilote).
- La dernière étant pluri-thématique (café conférences sur l'environnement de Vallauris)

### **Les cibles : une diversité révélatrice de celles des praticiens et de leurs dispositifs**

Toutes les cibles sont représentées : adultes, enfants, monde privé et professionnel.

Cette ouverture régionale comporte des points d'originalité, les dispositifs d'écocitoyenneté étant trop souvent cantonnés aux animations scolaires ou aux manifestations grand public.

On remarquera donc la place ici de la **cible adulte** dans des situations multiples :

- d'usagers (baigneurs, plaisanciers, usagers de transport en commun, usagers d'écocentre de vacances),
- d'habitants (participants à des systèmes d'échange écocitoyen et à des café-conférences),
- d'élèves (stagiaires de centres d'ERE : CPIE et Loubatas),
- d'étudiants universitaires (campus de Luminy),
- de salariés (écovolontaires de politique de transport d'u réseau d'entreprise ou d'un centre hospitalier ; salariés du campus de Luminy)...

### **Les axes de recherche : des lignes de force malgré la diversité de chercheurs**

L'harmonisation de l'appel à projet a joué sur un autre plan. Malgré la grande diversité des chercheurs (psychosociologie, sociologie, géographie, écologie, sciences de l'éducation, sciences de l'information et de la communication, sciences de gestion, philosophie, etc), nous pouvons dégager plusieurs lignes de force :

- Toutes les recherches s'intéressent au statut d'acteur des cibles des dispositifs, et ce, selon des degrés divers (acteur plein dans le dispositif d'échanges au sein du quartier ; acteur en voie d'engagement dans le cas des usagers de la mer ; acteur déterritorialisé dans les deux centres de vacances ; acteur métaphorique dans le théâtre forum ; etc).
- La convergence ou l'appétence en direction de dispositifs de co-construction d'une culture écocitoyenne. De fait, 4 recherches sur 7 ont choisi de tester des formes de débat et de forum, d'ailleurs toutes associées à des procédés de régulation/validation par des pairs, des publics experts et/ou des médiateurs. On notera :
  - o La place de la construction identitaire lors des interactions stagiaires/enfants et animateurs ERE (CPIE île de Lérins)
  - o Les mises en débats et confrontation entre experts et profanes (Il était une fois

- la Terre, Vallauris)
- La dynamisation d'espaces publics forums (Théâtre forum écocitoyen)
- Les débats entre pairs (l'écogîte de Loubatas)
- La place remarquable de la communication engageante (2 recherches lourdes).
- La constance de méthodologies évaluatives et qualitatives (observation questionnaire, entretien, film, etc) à finalité d'optimisation des pratiques (très importante dans le cas de La maison des transports, par exemple).

### **Les limites :**

Tous s'accordent à dire avec humilité la difficulté de saisir la véritable portée à long terme de ces dispositifs, c'est-à-dire la transformation de l'individu dans son quotidien.

### **Les ouvertures :**

Ces expériences et ces résultats riches démontrent l'intérêt de continuer à mettre en œuvre une recherche englobante, partenariale et interdisciplinaire et à imaginer un dispositif régional susceptible de mettre en lien tous ces dispositifs pour amplifier leur ancrage territorial, leur synergie et leur inventivité.

---

## **Présentation de chacun des 7 projets**

### **Préservation de la Méditerranée et du littoral : comment promouvoir de nouveaux comportements de la part des plaisanciers**

**Christelle Masclef, CPIE Côte Provençale**  
[c.masclef@atelierbleu.fr](mailto:c.masclef@atelierbleu.fr)

**Robert-Vincent Joule et Séverine Halimi-Falkowicz, Laboratoire de psychologie sociale -  
Université de Provence**  
[Robert-Vincent.Joule@univ-provence.fr](mailto:Robert-Vincent.Joule@univ-provence.fr) - [severinehalimi@free.fr](mailto:severinehalimi@free.fr)

Le collectif « Ecogestes Méditerranée » = 13 structures d'éducation à l'environnement en région PACA, soit près de 50 « ambassadeurs de la mer ».

L'objectif général initial est l'amélioration du dispositif d'intervention utilisé par les ambassadeurs pour inciter les usagers de la mer à modifier certains de leurs comportements afin de préserver le littoral méditerranéen.

L'action conduite a pour cadre théorique la *communication engageante*. Il implique le traitement de cinq questions. Les trois premières sont classiques : « quelles sont les bonnes informations à transmettre ? », « quels sont les meilleurs arguments ? », « quels sont les canaux, outils, médias les plus appropriés ? ». La quatrième et la cinquième le sont moins : « quel est le bon niveau d'identification de l'action » et enfin « quels sont les actes préparatoires à obtenir ? ». C'est la prise en compte de cette dernière question qui, en conférant à la cible un statut d'acteur - et pas seulement de récepteur - distingue une démarche de communication « engageante » des démarches de communication les plus courantes.

### *Procédure*

Lorsqu'ils sont abordés par les ambassadeurs, les usagers de la mer sont d'abord amenés à accepter, dans un contexte de liberté, un entretien d'une vingtaine de minutes sur la thématique de la préservation de la mer (premier acte préparatoire). Dans le cadre de cet entretien, les usagers reçoivent des informations et des conseils liés à la préservation de la mer. Leur participation active est recherchée durant tout l'entretien. On leur demande, par exemple, leur avis sur les conseils les plus pertinents à donner aux autres plaisanciers (deuxième acte préparatoire). A l'issue de cet entretien, les usagers sont invités à accepter un guide pratique (troisième acte préparatoire). Dans ce guide pratique, on trouve des informations sur la faune et la flore marines et des conseils pour préserver la Méditerranée. Au terme de l'intervention, les usagers sont invités à signer un bulletin d'engagement, en situant leur engagement à un niveau d'identification de l'action élevé (préservation de la Méditerranée). Plus précisément, ils sont invités à choisir, dans une liste de comportements, celui ou ceux qu'ils s'engagent désormais à adopter en mer, par exemple, à ancrer leur embarcation dans le sable et non pas dans l'herbier de Posidonie, à utiliser des savons naturels, ou encore, à utiliser des détergents comportant un écolabel. Enfin, les usagers ont la possibilité de placer sur leur embarcation, s'ils le souhaitent, le fanion de la campagne Ecogestes, afin de servir d'exemple en matière de préservation de l'environnement (renforcement de l'engagement via le caractère public de l'engagement).

Durant chaque été environ 2500 usagers de la mer sont sollicités. La procédure d'intervention utilisée aujourd'hui est telle que plus de 80% des personnes sollicitées acceptent, au terme de l'entretien, de signer le bulletin d'engagement et donc de s'engager à modifier un ou plusieurs de leurs comportements.

### *Evaluation*

Afin d'évaluer l'impact de l'intervention, les ambassadeurs reprennent ultérieurement contact en mer avec les personnes « engagées ». Elles sont facilement repérables grâce au fanion flottant sur leur bateau. Dans le cadre d'un nouvel entretien, les ambassadeurs testent leurs connaissances du milieu marin et des bons gestes à adopter pour œuvrer à sa préservation. Ils recueillent aussi, par observation directe, un certain nombre d'informations sur les comportements effectifs à bord (ancrage, type de savon ou de produit d'entretien).

### *Résultats*

Il ressort de ce recueil de données que les personnes engagées, comparativement aux usagers de la mer n'ayant pas été sollicités pour le premier entretien (condition contrôle)

1/ de meilleures connaissances sur le milieu marin et sur la façon de le préserver

2/ adopté des pratiques plus écologiques : par exemple, ils sont significativement plus nombreux à utiliser du savon naturel (53% vs 39%) ou des détergents comportant un écolabel (56% vs 24%), ou à ancrer dans le sable (75% vs 60%).

-----

**Evaluation, transposition et diffusion d'outils pédagogiques  
pour un passage à l'acte écoresponsable  
Dispositifs d'éducation non formelle et débats entre pairs**

**Carole Birck, Guillaume Tixier, Association CPIFP – Le Loubatas (Peyrolles-en-Provence, 13)**

[energie@loubatas.org](mailto:energie@loubatas.org)

La recherche visait l'évaluation de deux aspects du projet développé par l'association Le Loubatas dans le cadre de son écogîte : 1/. Un ensemble de dispositifs d'éducation non formels, fonctionnant de manière autonome (comparateur d'ampoules, cabine de douche intelligente, cycle complet du tri sous la forme d'un dispositif de compostage) ; 2/. Des débats entre pairs, permettant un travail d'élaboration prenant pour objet ces dispositifs non formels. Les dispositifs non formels étaient expérimentés par un public d'adultes en gestion libre (214 personnes) et des enfants en séjour éducatif (6 classes, 132 enfants) ; les débats concernaient uniquement les enfants en séjour éducatif.

L'étude s'inscrit sur un arrière-plan interactionniste : l'équipe considère que la transformation des comportements suppose, outre un ensemble d'expériences, de « messages », et de stratégies de sensibilisation, un processus collectif d'attribution de valeurs et de significations aux supports de ces diverses formes de sensibilisation. En d'autres termes le changement de comportement suppose l'élaboration d'actions considérées comme *signifiantes* et valorisées par le groupe de pairs, et nécessite un détour par le *sens*.

La recherche s'appuyait sur plusieurs stratégies méthodologiques ; il s'agissait, dans une visée qualitative et quantitative, d'opérer une « triangulation » en multipliant les modalités de recueil de données : l'observation directe de l'écogîte et de l'association, pendant deux ans ; des entretiens auprès d'acteurs historiques et actuels de l'association (8 personnes) ; des questionnaires (41 retours) et des entretiens téléphoniques (10) à destination du public adulte ; l'analyse de conversations filmées lors des débats entre pairs (3 classes, 61 élèves) ; une série d'entretiens auprès d'une partie des enfants, en aval de leur passage sur le centre (41 élèves) ; une évaluation, par le moyen de dessins lacunaires et de dessins, auprès de l'ensemble des élèves d'âge primaire (6 classes, 132 élèves) et d'un groupe témoin (3 classes, 77 élèves) ; une évaluation par le moyen d'une activité théâtrale, auprès des six classes passées par le centre.

La recherche a permis de recueillir des données sur la perception par le public des dispositifs non formels, et ainsi de suggérer des modifications nécessaires à l'accroissement de leurs effets. Par ailleurs l'équipe a pu identifier dans les débats des mécanismes favorables à un engagement dans l'action. Si des changements effectifs ont été observés, il apparaît surtout que l'effet des dispositifs est conditionné à plusieurs niveaux : une cohérence des différents modes, lieux et acteurs de la sensibilisation ; un travail d'élaboration qui permette de s'appropriier ces outils et de les traduire dans un environnement spécifique ; la complémentarité entre l'acquisition de connaissances, une manipulation qui marque un premier temps d'engagement dans l'action, une « validation » par le groupe du sens et de la valeur de l'action.

---

**L'appropriation de la notion de développement durable : de l'outil à l'action.**

**Le théâtre forum écocitoyen dans les entreprises engagées**

**Francine Boillot-Grenon / coordinatrice, Natacha Cyrulnik,  
Franck Debos et Céline Lacroix**

**Laboratoire I3M « Information, milieu, média, médiation » des universités de Nice-  
Sophia Antipolis (UNS) et du Sud-Toulon Var (USTV)**

[boillot@unice.fr](mailto:boillot@unice.fr), [natacha.cyrulnik@wanadoo.fr](mailto:natacha.cyrulnik@wanadoo.fr), [debos.franck@wanadoo.fr](mailto:debos.franck@wanadoo.fr),  
[celilac@wanadoo.fr](mailto:celilac@wanadoo.fr)

**Estelle Bellanger, Coordinatrice - Caroline Vieillard, Méditerranée 2000,**  
[estelle.bellanger@mediterranee2000.org](mailto:estelle.bellanger@mediterranee2000.org) - [caroline.vieillard@mediterranee2000.org](mailto:caroline.vieillard@mediterranee2000.org)

**Pascal Guyot, Compagnie Entr'act**

[cie.entract@wanadoo.fr](mailto:cie.entract@wanadoo.fr)

Notre recherche porte sur l'évaluation du théâtre-forum écocitoyen, - pratique artistique et dispositif de communication participatif, esthétique et réflexif -, particulièrement adapté à la mise en œuvre de dynamique de changement ou de résolution individuelle et collective de problèmes. Le théâtre forum écocitoyen est développé dans notre région depuis 2004 par la compagnie professionnelle *Entr'Act* et l'association *Méditerranée 2000* à l'intention de nombreuses cibles dont les salariés d'organisations (entreprises, collectivités...). De fait, les organisations tendent à faire du développement durable une véritable orientation stratégique fondée sur l'éthique des affaires et sur la notion d'entreprise responsable et citoyenne. C'est le cas des deux organisations qui accueillent les représentations de théâtre forum étudiées par notre recherche : un grand centre hospitalier (*CHU*) initiant une première démarche développement durable auprès de ses salariés et *Agora Energy*, un réseau « d'entrepreneurs » liés à l'éco-énergie réunis lors de journées d'échange sur la conscience énergétique. Ce contexte original nous offre ainsi l'opportunité de répondre à l'appel à projet « Recherche Action Ecocitoyenneté » (2007-2008) lancé par *la Région Provence - Alpes - Côte d'Azur* et *l'ADEME*. Celui-ci vise, en effet, à interroger des pratiques usitées et à rapprocher praticiens et chercheurs en l'occurrence pour notre cas: *Méditerranée 2000, Entr'act et le laboratoire I3M « Information, milieux, médias, médiation » des universités de Nice Sophia Antipolis et du Sud Toulon Var*. Notre recherche a ainsi pour question centrale les conditions de l'appropriation de la notion de développement durable à travers principalement la problématique de la mobilité, et ce, *dans et par le dispositif théâtre forum écocitoyen, dans et par le dispositif de création et de production mais également dans et par le contexte de réception et de commande*. Nos résultats mettent en avant les éléments pour guider la coproduction d'un espace de confiance, d'engagement et d'appropriation du projet. La diversité des associations s'avère ici essentielle mais aussi leurs mises en synergie selon leurs niveaux d'engagement, de niche éducative, de prestation et de distanciation avec les entreprises. Par ailleurs, l'ONG choisira une entreprise dont la culture d'entreprise et la démarche de responsabilité sociale portent les mêmes valeurs et dont l'apport financier, matériel et humain lui donne l'accès à un grand nombre de salariés. Pour l'entreprise, le choix de l'ONG sera fait à partir de son degré de professionnalisme, de la transparence de ses pratiques et de sa représentativité. Quant à la mise en œuvre du théâtre forum écocitoyen en tant que tel, elle s'élabore à partir du suivi et de l'adaptation de la sensibilité écocitoyenne des cibles à partir d'un certain nombre d'indicateurs. Sa transposition nécessite le respect des principes du théâtre forum, comme garantir le jeu artistique et médiateur du Joker, forcer le trait des situations problématiques de changement, nourrir les personnages avec la figure de créatifs culturels (les éco-salariés en rupture avec les discours dominants), etc. Elle impose aussi de délimiter précisément les objectifs du théâtre forum (essentiellement liés au savoir être et au vouloir faire) et de récupérer « l'effet-retard » du théâtre forum (une réflexion intense mais différée) dans d'autres séquences éducatives et projets territoriaux. Des pratiques communicationnelles destinées à initier de nouvelles formes de pensée systémique et critique et de nouvelles conduites sociales en faveur d'un développement durable.

-----

## **Sensibilisation des baigneurs à l'environnement marin et à la propreté urbaine sur les plages de Marseille**

**« MA PLAGE, MOI JE LA RESPECTE ! »**

**Martial Caspar, Office de la Mer**  
[mcaspar@officedelamer.com](mailto:mcaspar@officedelamer.com)

**Françoise Bernard, CREPCOM-IRSIC, Université de Provence**  
[francoise.bernard@univ-provence.fr](mailto:francoise.bernard@univ-provence.fr)

Pendant 2 saisons estivales (étés 2006 et 2007), les 2 organismes porteurs du projet (Association et Laboratoire) ont d'abord co-conçu puis fait vivre sur les plages de Marseille un projet de communication innovant sous la forme d'un dispositif expérimental opérationnalisant le cadre théorique et méthodologique de la communication engageante. Dès la première année, à l'initiative de l'Office de la Mer, un élargissement de ce dispositif a été mis en place à d'autres plages que les plages expérimentales.

Le cadre théorique de la communication engageante qui consiste à ouvrir un cours d'action à partir d'un acte préparatoire tout en favorisant une identification de cette action cohérente avec l'objectif central du projet : développer l'éco responsabilité, a donc guidé la conception du dispositif de communication spécifique aux plages et la méthodologie d'intervention, d'analyse et d'évaluation. En ce qui concerne l'intervention, la communication engageante définit le statut du « récepteur-destinataire » comme « acteur-partenaire » avec une posture de symétrie entre enquêteur et enquêté : « nous avons besoin de vous ».

Conformément à l'esprit des recherches-actions conduites en sciences sociales, la situation de communication mise en place est également centrée sur la question du changement, en l'occurrence du changement en actes. Cette perspective est structurante pour le projet.

La communication engageante intègre la nécessité de comparer les effets des démarches mises en place. En ce qui concerne l'espace expérimental, trois territoires ont été définis : territoire de communication engageante (agir et informer), territoire de communication classique (informer), territoire « contrôle » (sans intervention). Les « ambassadeurs » issus du mouvement associatif ont été formés par les chercheurs du CREPCOM-IRSIC, leur intervention sur les plages a été coordonnée par l'Office de la Mer. En 2007, 60 personnes ont été impliquées et 10 plages ont été concernées.

En ce qui concerne le dispositif de communication engageante, un acte préparatoire a été proposé sous la forme d'un questionnaire. Ce questionnaire permet également de mieux comprendre la « culture plage », de travailler la question de l'identification de l'action et prépare à l'engagement. L'engagement a pris la forme d'un bulletin d'engagement (BE), 1584 BE ont été signés en 2006 et 3069 ont été signés en 2007. La mesure des résultats porte sur un ensemble d'éléments : nombre de questionnaires, nombre de bulletins d'engagement (progression entre les 2 saisons), quantité de déchets abandonnés ou pris en charge (140 fiches d'observation de la propreté des plages pour 2007), mesure des colonnes de tri sélectif (675 relevés concernant les points d'Apport Volontaire - été 2007). Cette évaluation a impliqué la Direction de la Propreté Urbaine de Marseille Provence Métropole, la Ville de Marseille et l'Association éco-emballages (pour 2007). Dans et pour la dynamique du projet, un réseau de partenaires a été construit (2006) puis élargi (2007). Les résultats montrent que la

communication engageante a des effets significatifs sur les comportements et les actes : prise en charge des déchets (2006) et tri des déchets (été 2007). Elle a aussi des effets sur la mémorisation des messages et des connaissances (enquête téléphonique post expérimentale).

Sur le plan théorique, un des apports du projet est de montrer comment la communication engageante est aussi instituante. Sur le plan pratique, la perspective ouverte par le projet est poursuivie, chaque été depuis 2008, à l'initiative de l'Office de la Mer.

---

### **Modifier son mode de transport fait-il de nous des écocitoyens ?**

**Julie Gavelle, Maison des Transport / Association Voiture & Co**  
[jgavelle@maisondestransports.org](mailto:jgavelle@maisondestransports.org)

**Dominique Ami, Marie Jacqué, Alexandra Schleyer-Lindenmann**  
**Université de la Méditerranée / DESMID UMR ESPACE 6012 CNRS / IDEP**  
[dominique.ami@univmed.fr](mailto:dominique.ami@univmed.fr) - [jacque@univmed.fr](mailto:jacque@univmed.fr) - [asl@luminy.univ-mrs.fr](mailto:asl@luminy.univ-mrs.fr)

Mots clés : recherche-action, changements de comportements, sciences sociales, pluridisciplinarité, transport.

Le programme « écocitoyenneté » lancé par la Région Provence Alpes Côte d'Azur et l'ADEME nous a donné l'occasion de mettre en œuvre une recherche-action dont l'objectif est la conduite d'enquêtes et d'analyses en sciences sociales en collaboration avec des acteurs de terrain, en l'occurrence, l'association « Voiture and Co » qui gère la Maison des Transports, ouverte il y a deux ans sur le campus universitaire de Luminy à Marseille. Ce campus, implanté dans les Calanques, est situé à 15 km du centre ville. Il est un lieu de travail et d'études pour 12500 personnes qui doivent y accéder quotidiennement. Desservi par deux lignes de bus, la majorité des personnes, y compris les étudiants, utilisent la voiture pour leurs déplacements. L'action de la Maison des Transports a comme objectif de modifier les modes de déplacement en proposant un ensemble de services : conseil en mobilité, bilan CO2, organisation du co-voiturage, location de vélo, information et sensibilisation.

L'analyse des choix de modes de transport permet un éclairage complexe sur la question des « changements de comportements » et des actions allant dans ce sens. En effet, les modes de déplacement restent très dépendants des modes de vie des individus et sont fortement soumis à des contraintes à la fois matérielles, économiques, sociales ou psychologiques (infrastructure, coût, temps, représentation des modes de transport, valeurs). C'est pourquoi, une méthodologie pluridisciplinaire, permettant de rendre compte des différentes dimensions intervenant dans le « choix » du mode de transport, a été mise en œuvre. Elle consiste en la construction d'une enquête à la fois qualitative et quantitative intégrant aussi bien des variables économiques, sociologiques que psychologiques permettant de décrire et d'expliquer de façon complexe le choix du mode de transport, ou plus précisément, les facteurs contraignants à ce choix.

Cette communication présente les résultats obtenus après deux phases d'enquête à un an d'intervalle auprès de 440 usagers (étudiants et salariés) du campus de Luminy.

La connaissance obtenue sur cette réalité à la fois économique, sociale et psychologique constitue le point de départ d'une discussion et d'un questionnement du principe de « changements de comportements ». Ce débat s'appuie notamment sur la confrontation que l'on peut opérer entre la réalité vécue par les individus et le discours tenu ou les pratiques souhaitées par les associations et les institutions. Les écarts observés permettent d'analyser la portée des actions menées mais aussi de réfléchir à d'autres formes d'actions, intégrant davantage les contraintes et les valeurs propres des individus.

-----

**Pour l'éducation à l'écocitoyenneté, à la responsabilité et à la confiance durable :**  
**observer la formation des identités singulières, sociales et professionnelles**

**Frédéric Poydenot, directeur du CPIE des Iles de Lérins et Pays d'Azur**

**Marie - Louise Martinez, Université Nice - Sophia Antipolis (IUFM, DIERF, UMR - ADEF) [marie.louise.martinez@gmail.com](mailto:marie.louise.martinez@gmail.com)**

Notre recherche action en réponse à l'appel d'offre ADEME/Région, s'est déroulée sur deux années 2006-2008. Elle s'est intéressée au suivi de pratiques éducatives du CPIE des îles de Lérins et Pays d'Azur Elle les présente et les questionne à lumière de leur aptitude à permettre l'émergence de l'écocitoyenneté et écoresponsabilité conçues comme des constructions identitaires durables chez les jeunes. Un tel vivre - ensemble demande à chacun, non seulement l'accomplissement de gestes justes et efficaces, mais au-delà, des changements profonds et intimes, réflexifs, structurant les identités subjectives et sociales, s'appuyant sur le partage d'émotions, l'appropriation de connaissances, l'adoption d'attitudes, le développement de compétences et l'intériorisation de valeurs.

1) A partir des analyses d'entretiens d'enfants et d'adolescents, nous insistons sur leurs caractéristiques et sur ce qu'elles manifestent des pratiques éducatives conduites, en rapport avec les enjeux et défis de l'éducation relative à l'environnement et pour un développement durable.

2) Nous insistons sur quelques-unes des particularités de cette recherche :

*Epistémologiques* : une démarche collaborative en sciences humaines qui se conduit avec les acteurs eux-mêmes, politiques, associatifs, institutionnels. Sous l'égide du politique, comme nouvelle modalité de l'action publique, l'appel à une régulation de l'action éducative et citoyenne par le recours collaboratif aux outils et pratiques des sciences humaines au lieu d'une simple volonté de contrôle par des experts, apparaît comme un choix de cohérence pour l'avenir des politiques sociales.

*Théoriques* : une approche anthropologique, qualitative et clinique des identités. L'écoresponsabilité et l'écocitoyenneté ne peuvent simplement se concevoir à partir de la

notion de « comportement » celui-ci étant externe au sujet et bien souvent conditionné, elles demandent à être comprises comme des « conduites » impliquant l'intentionnalité et la volonté des sujets.

*Méthodologiques* : une approche interlocutive qui passe par la lecture des indicateurs et des marques langagières d'entretiens d'acteurs, enfants et adolescents avec les adultes professionnels de l'animation et de l'environnement.

-----  
**L'éducation à l'écocitoyenneté par le débat argumenté**  
**Une expérience de co-construction de savoirs environnementaux critiques avec des adultes dans un cadre associatif**

**Nicole Cabal et l'équipe d' « *Il était une fois la terre ..* ».**  
[ieuft@wanadoo.fr](mailto:ieuft@wanadoo.fr)

**Marie-Claude Chamboredon, Jacky Giral, Alain Legardez, UMR ADEF – Université de Provence**  
[a.legardez@aix-mrs.iufm.fr](mailto:a.legardez@aix-mrs.iufm.fr)

Notre « recherche impliquée » s'est effectuée dans le cadre d'un partenariat entre un laboratoire de recherche (l'UMR ADEF) et l'association « Il était une fois la terre ... » de Vallauris. L'association, dont l'action était jusqu'ici tournée vers les enfants, s'ouvre désormais aux adultes au travers d'ateliers où chacun apporte son savoir faire et ses connaissances. Les thèmes de ces ateliers, - tous liés directement ou indirectement à l'environnement -, sont librement choisis par le groupe d'adultes participant à la démarche et chacun se trouve tour à tour animateur. C'est le principe de l'échange réciproque. En parallèle à ces ateliers, des conférences-débats ont été organisées avec l'appui de l'équipe de recherche sur des thèmes environnementaux, eux aussi choisis par les participants. Les conférences-débats (cafés-débats) réunissent des experts et des adhérents ou participants de l'association. L'hétérogénéité des groupes est la règle. Ainsi se côtoient des scientifiques experts et des citoyens non experts de catégories sociales et de formations très variées. Dans les ateliers comme dans les cafés-débats, les idées et propositions d'action, apportées par les uns et les autres et validées par l'ensemble du groupe, sont répertoriées dans un « arbre des connaissances » ou dans un « arbre des petits gestes » qui croissent tous deux en fonction de la quantité et de la qualité des apports. Ainsi se bâtissent au fur et à mesure des compétences communes en matière d'environnement.

Une collaboration étroite entre chercheurs et association a par été mise en place au niveau de l'animation des conférences débats. Les chercheurs ont eu en charge la méthodologie de l'étude et la collecte des matériaux (entretiens, questionnaires, enregistrements de séances, contenus des arbres) ainsi que leur traitement. Des réunions régulières entre association et chercheurs ont permis de réguler l'avancée de la recherche et de l'action. L'équipe de chercheurs s'était donné pour objectif de suivre l'action et d'en analyser plusieurs aspects afin notamment de repérer les outils et les modalités reproductibles de co-construction de savoirs, capables de modifier des représentations et des comportements.

Notre expérimentation a contribué à montrer que des débats, - inspirés de « l'agir communicationnel » d'Habermas -, pouvaient être efficaces en termes d'apprentissages pourvu que ce soient des débats argumentés, basés la recherche d'intercompréhension. Ce type de débat nécessite une préparation et des règles solides. Contrairement aux normes de notre culture dominante, ce ne sont pas les actes de langages promissifs ou illocutoires qui

semblent le mieux garantir la transmission des savoirs, mais bien plutôt les actes assertifs et constatifs, basés sur la présentation de raisons valides et étayées.

Les évolutions constatées sont encourageantes : les débats sont en majorité riches et argumentés, les prises de conscience nombreuses et profondes, et au final le tout débouche sur un désir d'action. La grille d'analyse des débats permet de repérer des « leviers du changement » à l'œuvre au cœur des échanges, après la phase d'introduction par un expert ou un animateur. Il semblerait que les évolutions constatées soient le produit d'un processus en quatre phases : argumentation, intercompréhension, approbation critique, délibération.

L'utilisation des débats à propos de questions socialement vives liées à l'environnement dans ce cadre associatif a montré la pertinence d'un tel outil tout en soulignant les limites, car il resterait à étudier la pérennité des transformations des représentations et des attitudes et leurs impacts sur les pratiques. La poursuite par l'association seule de l'organisation de cafés-débats semble de bon augure pour la poursuite du processus de co-construction de savoirs et de pratiques écocitoyennes.

## **Partie 2 : LA RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE ET COOPERATIVE.** *Eléments d'expérimentation, de bilans et perspectives*

**Rapporteur : Françoise Bernard – IRSIC-CREPCOM - Université de Provence**

*NB : Afin de poursuivre la valorisation scientifique du dispositif des projets lauréats (Région PACA-ADEME) que nous avons conduite à Montréal, une publication qui reprend en grande partie cette réflexion de synthèse va faire l'objet d'une publication en 2010 / Bernard F. & Caspar M. (soumis)/*

La réflexion proposée est issue des travaux qui portent sur les pratiques de recherche-action participative et coopérative et qui impliquent un corpus de projets de recherche financés : sept recherches lauréates de l'appel à projet « Ecocitoyenneté » lancé par la région PACA Provence Alpes Côte d'Azur et l'ADEME ; cette réflexion est ancrée dans une analyse plus large que nous conduisons depuis quelques années et qui prend en compte également, afin d'élargir le socle de l'approche comparative, d'autres recherches financées : « La communication engageante au service de l'écocitoyenneté » -ANR ; « Vers une recherche coopérative en Sciences de l'Information et de la Communication : Action, médias et environnement- AMERECO » - ISCCnrs ; « Ecoresponsabilité et administration exemplaire » - DREAL. Cette réflexion porte sur la pertinence qu'il y a à associer des partenaires hétérogènes : équipe de recherche, associations et pouvoirs publics dès lors que l'objectif est de favoriser l'institutionnalisation de nouveaux comportements, de nouvelles valeurs et de nouveaux savoirs sociétaux.

Ce partenariat devient un objet d'études pluridisciplinaire. Il peut être qualifié de différentes manières et les problématisations peuvent être nombreuses. Dans le champ des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), nous proposons de considérer qu'il s'agit de penser ensemble : dispositif, complexité et institutionnalisation.

Dans un premier temps, nous proposons, comme point de départ la notion de « dispositif de recherche-action participative et coopérative ». Nous proposons une réflexion qui croise des éléments issus, d'une part, du dispositif projets lauréats (7 projets financés par la Région PACA et l'ADEME) et, d'autre part, du projet spécifique « Ma plage, moi je la respecte » qui a été conduit conjointement par l'Institut de Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication (IRSIC) et l'Office de la Mer de Marseille. Dans un deuxième temps, nous proposons des pistes pour envisager les modalités et les conditions de transferts de ces expérimentations et de leurs résultats.

### **1- Des dispositifs de recherche-action participative et coopérative**

Le dispositif des projets lauréats qui est ouvert avec l'appel d'offre conjoint du Conseil de Région PACA et de l'ADEME a conduit à la sélection de sept projets impliquant chacun une Equipe de recherche et une association autour d'un projet qui vise à développer les comportements écocitoyens en Région PACA. Trois colloques pluridisciplinaires ont été organisées dans la dynamique de cet appel et de ces projets.

Nous posons deux questions pour la compréhension de ce dispositif :

- quels enjeux socio-professionnels ?
- quels enjeux socio-cognitifs ?

### **Enjeux socio-professionnels**

Dans le champ de la communication des organisations, ces enjeux peuvent être saisis à partir de la notion de « forme organisationnelle », en l'occurrence, une forme organisationnelle élargie et plurielle.

La notion de forme organisationnelle appliquée à la conduite de projet, en communication des organisations, renvoie à des temporalités originales : cette forme est éphémère -le temps du projet- et en même temps durable, dans le sens où le partenariat peut être développé, après le projet, dans d'autres directions. Trois logiques sont mises en regard : celle de la politique publique (Conseil de Région, Agence), celle de la logique scientifique (Laboratoires) et celle de la logique sociétale (associations, publics). Trois cultures organisationnelles se rencontrent qui n'ont a priori pas les mêmes temporalités, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes méthodes. Ces écarts, dans le cours d'action, sont réduits par des pratiques d'apprentissage inter-organisationnel. Pendant le projet, ces pratiques d'apprentissage (Argyris, 1992) sont développées qui permettent de résoudre un ensemble de problèmes variés. Les partenaires apprennent à formuler ensemble les problèmes, à construire du sens partagé (Weick, 1993) à trouver des modalités de communication, à négocier des objectifs communs, à évaluer les étapes, etc. Les différences et divergences liées aux cultures spécifiques des uns et des autres sont réduites par la construction d'une culture de projet, en réseau qui déplace enjeux et méthodes. Prenons l'exemple des temps de formation des ambassadeurs de la mer (projet conduit par Ecogestes Méditerranée et le Laboratoire de Psychologie sociale de l'Université de Provence ; projet : « Ma plage, moi je la respecte » conduit par l'IRSIC et l'Office de la Mer de Marseille). Ces temps permettent des échanges très fructueux mettant en commun cadre théorique et méthodologique apporté par les chercheurs, expériences d'animation sur les plages et le littoral méditerranéen apporté par les associations.

La question de la « multiculturalité » professionnelle est reformulée dans le cadre de pratiques d' « interculturalité », la communication y joue un rôle central. Au cours du projet, de nombreux ajustements et réglages ont lieu sous forme d'interactions consacrées à l'explicitation des « représentations » (approche psychosociale) « positions » (approche stratégique) lors du processus de coopération entre associations et laboratoires.

### **Enjeux socio-cognitifs**

Afin de définir ces enjeux socio-cognitifs, nous proposons une réflexion organisée autour de la notion d' « horizons ». Celle-ci renvoie plutôt à des perspectives et des présupposés qui sont présents implicitement dans les interactions et les processus socio-cognitifs de coopération, dans le « contrat de communication » (cf Ghiglione, 1986, 1997) et moins à des résultats quantifiables et mesurables. Nous distinguons quatre horizons :

- savoir : partage - confrontation – impasses,
- action : action publique - action associative - action et sciences sociales,
- innovation : publique -scientifique- associative –sociétale,
- légitimation : des fronts de légitimation pluriels.

Ces horizons permettent d'intégrer à la fois les témoignages des acteurs mais aussi les éléments d'observation issus de la démarche participative de la recherche-action. Afin de rendre compte de ces matériaux, nous proposons un tableau que nous avons intitulé synchronie et a synchronie des horizons. Synchronie et a synchronie sont deux autres notions qui permettent de rendre compte des processus complexes qui caractérisent les projets de recherche-action. Par exemple, les associations ont pour objectif une généralisation rapide de l'action, les chercheurs souhaitent une étape « expérimentale » qui nécessite le respect d'un protocole de recherche avant toute généralisation. Autre exemple, les associations ont une expérience de publicisation en Région auprès de la PQR, de la

Télévision régionale, des radios locales, les chercheurs, quant à eux, ont plutôt des habitudes de publication dans des revues à comité de lecture ou dans des revues de valorisation scientifique. Prise dans son ensemble la diversité des pratiques mais aussi des présupposés conduit les partenaires à co produire de nouvelles « règles » pour pouvoir fonctionner ensemble.

Il semble utile de préciser que l'horizon de l'action est extrêmement important au sein de ce dispositif, il est au cœur de l'appel à projet des commanditaires. De plus, et en ce qui concerne les projets auxquels nous faisons référence, dans la mesure où ils prennent appui et développent le paradigme de la « communication engageante » (Bernard et Joule, 2004), cette question de l'action est centrale d'un point de vue théorique et empirique.

*Enjeux socio-cognitifs : synchronie et a synchronie des quatre horizons*

<b>Horizons →</b>	<b><u>action</u></b>	<b><u>innovation</u></b>	<b><u>savoir</u></b>	<b><u>légitimation</u></b>
<b>Partenaires ↓</b>				
<b><u>Association</u></b>	Résultats Visibilité « pain quotidien »	Innovation sociétale Avantage comparatif ou « concurrentiel »	Un moyen S. instrumenté S. opérationnel S. d'expérience	Partenaires financiers et institutionnels survie
<b><u>Laboratoire</u></b>	Méthodologie « Recherche-action » heuristique «controverses »	Objet d'étude Innovation méthodologique Théorisation	Une finalité : Production de savoirs	Cité Institution académique survie
<b><u>Conseil Régional PACA</u></b>	Résultats Valorisation Administrative politique publique	Un objectif	Un moyen Opérationnalisation expertise	Administrative Politique publique
<b><u>ADEME</u></b>	Résultats Valorisation institutionnelle	Une culture	Tradition forte : Ingénierie Technologies SVTE	Institutionnelle

<b><u>Synthèse :</u></b> <b><u>Perspectives dialogiques</u></b>	<b>Co action :</b> <b>Formuler et résoudre des problèmes sociétaux</b>	<b>Innovation distribuée</b>	<b>Co savoirs</b> <b>Interdépendance des savoirs</b>	<b>Légitimation différenciée</b> <b>Jeu à somme positive</b>
--	---	------------------------------	---	---

Ce tableau qui synthétise, pour chaque partenaire, des items qui concernent les quatre horizons, propose, en dernière ligne, une « perspective dialogique » (Morin,1990) pour chacun d'entre eux. Cette perspective souligne que la démarche de partenariat comporte souvent l'acceptation de tensions et le dépassement, dans l'action et par la délibération, de points de vue qui peuvent être perçus, en première analyse, comme antagonistes.

En ce qui concerne plus particulièrement l'horizon de l'innovation, cinq présupposés sont identifiables :

- 1- regards et fertilisation croisés vs cloisonnements : entre politiques publiques et politiques scientifiques,
- 2- complémentarité des objectifs, vs divergence des objectifs
- 3- cultures professionnelles en dialogue, vs cultures en conflit
- 4- action optimisée par la coopération, vs action freinée
- 5- continuité vs discontinuité entre : action publique, action de recherche et action associative.

Ainsi apparaît bien le caractère souvent incertain et indéterminé de ces relations de coopération dont l'issue, au bout du compte, est très liée aux processus communicationnels.

### **La recherche-action : une pratique de recherche participative**

L'ensemble des projets qui font référence ici relève du courant de la recherche-action.

La voie de la recherche-action telle qu'elle a été ouverte par Kurt Lewin peut être résumée autour de trois caractéristiques :

- une visée : le changement, intégrant le changement de relations et la définition de nouveaux rôles, avec la préoccupation de la relation entre sciences et société,
- une place centrale pour l'action - agir en apprenant ET apprendre en agissant,
- une production de connaissances qui concile souvent approche subjectiviste et approche objectiviste,
- une place dans le dispositif de recherche pour les non chercheurs.

La « recherche-action » a donné lieu à des expériences et une réflexion approfondie principalement au Canada et en Amérique latine (Fals Borda, 1987). La posture du chercheur est redéfinie. Le chercheur est préoccupé par une mise en relation entre la

recherche et l'action et projette de contribuer à des transformations dans la société (cf. notamment : Anadon, 2007). Selon la pertinente formule de Nicole Huybens (2007), il s'agit : d' « inscrire la recherche scientifique dans le laboratoire de la vie ». La recherche-action est ainsi un mode de régulation de la société qui intègre la dimension politique et qui pose les questions du « pouvoir -savoir » et du « vivre ensemble ».

Par ailleurs, la « recherche participative » est aussi définie par l'initiative des « communautés ». Ce sont les communautés d'agriculteurs, de villageois, d'habitants de quartiers de régions, etc. qui prennent l'initiative de coopérer avec des chercheurs pour résoudre certains problèmes et notamment des problèmes environnementaux. Les travaux auxquels nous faisons référence, s'inscrivant dans des réponses à des appels d'offre, n'entrent pas, sur ce critère dans cette catégorie, mais ils font bien appel néanmoins à une démarche participative.

Ces pratiques de recherche, prises dans leur ensemble, deviennent donc des objets d'étude. Des travaux, auteurs et notions sont plus particulièrement pertinents pour les comprendre. Dans les projets que nous avons conduits, nous faisons référence aux notions de :

- expérience, expérimentation sociale (Dewey, 1968),
- réflexivité (Bourdieu, 2001),
- dynamique instituante (Castoriadis, 1979),
- hégémonie culturelle (Gramsci, 1983),
- espace public (Habermas, 1978), espace public partiel.

Ces notions sont structurantes, cependant, car ce n'est pas l'objet ici, elles ne seront pas davantage développées (sur ces points cf. les rapports de recherche cités en référence).

## **2- Quels transferts, quelles perspectives ?**

Le dispositif de recherche-action participative et coopérative- avec ses caractéristiques, ses points forts et ses limites- a apporté une contribution dans trois directions :

- celle d'un expérimenter un « agir ensemble » ET un « penser ensemble »
- celle d'un déplacement de frontières, entre recherche et pratiques sociales, entre disciplines, entre organisations et insitutions, etc.
- celle d'un dépassement de « l'esprit de chapelle » et des routines culturelles, organisationnelles, professionnelles, institutionnelles.

Poser la question du transfert revient aussi à apporter une contribution à l'institutionnalisation de l'action écocitoyenne et de la responsabilité environnementale - vers un imaginaire de l'humain « responsable de la biosphère » et « solidaire envers les autres humains » (Bernard, 2008).

Il s'agit donc au bout du compte de dépasser certaines logiques instituées qui nuisent à la continuité et la cohérence de l'action et de la réflexion. Pour les pouvoirs publics concernés, il s'agit de dépasser la logique des « politiques vertueuses » qui cependant ne conduisent pas toujours à des applications pratiques. Pour les laboratoires de recherche, il s'agit de dépasser la logique des recherches en sciences sociales découplées des actions publiques, du changement sociétal. Pour les associations, il s'agit de dépasser une pratique d'empilement de conduite de projet. Pour tous les partenaires, il s'agit de dépasser la

logique séquentielle, en construisant et organisant une continuité, une cohérence sur le moyen terme et donc de dépasser le : « quand c'est fini, on passe à autre chose ».

Dans des perspectives d'étayage et de développement des projets, nous avons souligné, notamment en ce qui concerne le dispositif des projets lauréats Région/PACA ADEME, l'importance et la pertinence qu'il y a à coupler heuristique de l'action et dynamiques instituanes. Ce qui revient à :

- prendre en compte les échelles de l'action publique, « le politique en action » renoncer au présupposé de rationalité linéaire là où il faudrait plutôt observer les « courbures et les reliefs du travail politique » (Latour, 2008),
- poser la question de la responsabilité médiatique pour instituer l'éco responsabilité individuelle et collective et avancer avec les solutions des néo médias (Internet),
- élargir le réseau des acteurs déjà impliqués en impliquant des partenaires économiques (cf. l'enjeu de la RSE et des « parties prenantes » pour les entreprises, Bernard 2009).

Capitaliser - transférer - mutualiser - valoriser- instituer l'expérience du dispositif des projets lauréats (Conseil de Région PACA- ADEME - 7 laboratoires de recherche - 7 associations) suppose :

- une poursuite de l'action publique intégrant l'expérience et les résultats pour les commanditaires vers une politique publique impliquant la recherche en sciences sociales et le mouvement associatif,
- une pérennisation d'un champ de recherche et d'un réseau scientifique pluridisciplinaire, coopératif et solidaire organisé en Région associant laboratoires - associations et autres organisations (élargissement aux entreprises) dans le but de développer l'éco responsabilité en actes et en valeurs,
- une émergence d'un « habitus coopératif - solidaire » fondé sur la collaboration entre « parties prenantes » pour formuler et résoudre des problèmes sociétaux pour développer et intégrer de nouvelles méthodes et de nouveaux savoirs.

## **Bibliographie**

Bernard F. (coord. scient.), Joule R.-V., Fourquet-Courbet M.-P., Courbet D., Badillo P. & Bourgeois D., (2009). « Vers une recherche coopérative en Sciences de l'Information et de la Communication : Action, médias et environnement », projet AMERECO, *APO ISCCnrs 2007, rapport scientifique final*.

Bernard, F. (dir. scientifique), (2008). Rapport scientifique final : « Sensibilisation des baigneurs à l'environnement marin et à la propreté urbaine sur les plages de Marseille » - « Ma plage, moi je la respecte ! », commanditaires : Conseil Régional PACA et ADEME, Marseille : juin 2008.

Bernard, F. (coord. scientifique) (2008). Rapport scientifique final : « La communication engageante au service de l'écocitoyenneté » (ANR-05-[N|T|05|1|4|4|3|8|9]).

Bernard F., (2007). « Communication engageante, environnement et écocitoyenneté : un exemple des « migrations conceptuelles » entre SIC et psychologie sociale », *Communication & Organisation*, GREC/O, Université Michel de Montaigne, n°31, juillet, pp. 27- 42.

Bernard F., (2006). « Organiser la communication d'action et d'utilité sociétales. Le paradigme de la communication engageante », *Communication & Organisation*, GREC/O, Université Michel de Montaigne, n°29, juin, pp. 65-86.

Bernard, F., & Joule, R.-V. (2004). « Lien, sens et action : vers une communication »

- engageante », *Communication & Organisation*, GREC/O, Université Michel de Montaigne, n°24, Bordeaux 3, pp. 347-362.
- Anadon M. (sous la dir.) (2007). *La recherche participative. Multiples regards*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Argyris, C. (1992) *On Organizational Learning*, Blackwell Publishers, Cambridge, Mass.
- Bourdieu P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris : Ed Raisons d'Agir.
- Castoriadis C., (1979). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Ed du Seuil.
- Dewey J., (1968, trad. franç.). *Expérience et éducation*. Paris : Armand Colin.
- Fals Borda, Orlando, 1987, The application of participatory action-research in Latin America, in : *International Sociology* 2 (4), pp. 329-347.
- Ghiglione R. (1997). *L'homme communiquant*, Paris : A. Colin.
- Gramsci A. (1983, trad franç.). *Carnets de prison /Antonio Gramsci Cahiers 6, 7, 8, 9*. Paris : Gallimard.
- Habermas J., (1962, 1978 trad franç.). *L'espace public*, Paris : Payot.
- Huybens, N. (2007). « L'éthique du développement durable. Des repères pour orienter les décisions vers un monde plus solidaire ». In Gagnon, C. (dir), et Arth, E. *Guide québécois pour un Agenda 21<sup>e</sup> siècle local : applications territoriales de développement durable viable*. [En ligne] <http://www.a211.qc.ca/>
- Latour B. (2008). « Pour un dialogue entre science politique et *science studies* », *Revue française de science politique*, Vol . 58, n°4, pp. 657-678.
- Morin E. (1990). *Introduction à la pensée complexe*, Paris : ESF.
- Weick, K. (1993). "The Collapse of Sensemaking in Organizations : The Mann Gulch Disaster", *Administrative Science Quarterly*, Vol. 38.